

MARCHÉ DE FOURNITURE ET INSTALLATION D'ÉQUIPEMENTS AUDIOVISUELS POUR LE NOUVEAU SIÈGE DE LA CPAM DE LA GIRONDE

Marché n°08_2025FO
Marché à procédure formalisée - AOO

SOMMAIRE

ARTICLE 1	ACHETEUR PUBLIC	4
1.1	Dénomination de l'organisme contractant	4
1.2	Type d'acheteur.....	4
ARTICLE 2	OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 3	FORME DU MARCHE ET NATURE DU MARCHE	4
3.1	Forme du marché	4
3.2	Nature du marché	4
ARTICLE 4	ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 5	DUREE DU MARCHE ET POINT DE DEPART DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 6	VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES.....	5
ARTICLE 7	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
7.1	Pièces particulières.....	6
7.2	Pièces générales	6
ARTICLE 8	LE PRIX	7
8.1	Forme des prix.....	7
8.2	Contenu des prix	7
8.3	Révision des prix.....	7
ARTICLE 9	DEFINITION DES PRESTATIONS ET OBLIGATION DE RESULTAT	8
9.1	Les prestations	8
9.2	L'obligation de résultat.....	8
9.3	Lieu d'exécution des prestations.....	8
ARTICLE 10	MODALITES DE SUIVI DU MARCHE	8
10.1	Représentation des partie	8
10.2	Réunions.....	8
ARTICLE 11	MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE.....	9
11.1	Connaissance des sites	9
11.2	Horaires des interventions	9
ARTICLE 12	CONDITIONS DE TRAVAIL ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT AU PERSONNEL	9
12.1	Obligation générale du Titulaire quant au personnel	9
12.2	Responsabilité exclusive du Titulaire quant au personnel	9
12.3	Travailleurs étrangers.....	9
12.4	Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes.....	10
12.5	Service minimal en cas d'arrêt de travail	10
12.6	Récusation du personnel du Titulaire.....	10
ARTICLE 13	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 14	MODALITES DE PAIEMENT	10
14.1	Avance	10
14.2	Modalités de règlement	11
14.3	Modalités de facturation	12
14.4	Délais de règlement et intérêts moratoires	13
14.5	Retenue de garantie	13
ARTICLE 15	MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE	13
15.1	Emission et durées des bons de commandes.....	13
ARTICLE 16	SOUS-TRAITANCE.....	14
ARTICLE 17	PENALITES	14
17.1	Généralités	14
17.2	Pénalités	14
17.3	Cumul des pénalités	15

17.4	Exécution aux frais et risques du Titulaire	15
ARTICLE 18	RESILIATION	15
ARTICLE 19	CLAUSES SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE	16
19.1	Clause sociale	16
19.2	Clause environnementale.....	16
ARTICLE 20	CERTIFICATS	16
ARTICLE 21	RESPONSABILITE ET ASSURANCE	17
ARTICLE 22	CONFIDENTIALITE	17
ARTICLE 23	DISPOSITIONS RELATIVES AU RGPD	19
ARTICLE 24	LITIGES ET JURIDICTION COMPETENTE.....	20
ARTICLE 25	DEROGATIONS AU C.C.A.G. – F.C.S.	21

Article 1 ACHETEUR PUBLIC

1.1 Dénomination de l'organisme contractant

Organisme	Caisse primaire d'assurance maladie de la Gironde
Pouvoir adjudicateur	Monsieur Philippe CLAUSSIN Directeur
Adresse	Place de l'Europe
Code postal	33085
Localité	Bordeaux cedex
Pays	France
Courriel	achat-marche.cpam-gironde@assurance-maladie.fr
Adresse profil acheteur	https://www.marches-publics.gouv.fr

1.2 Type d'acheteur

La Caisse primaire d'assurance maladie de la Gironde est un organisme de droit privé gérant une mission de service public soumis à la réglementation des marchés publics régie par le code de la commande publique.

Article 2 OBJET DU MARCHÉ

Dans le cadre des travaux d'aménagement de son futur siège à Bordeaux, la CPAM DE LA GIRONDE souhaite équiper son nouveau bâtiment « Cracovie » d'équipements audiovisuels. Cette prestation comprend les travaux, les fournitures et les services de mise en œuvre nécessaires à la réalisation du marché.

Les caractéristiques des prestations à réaliser sont définies dans le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

Article 3 FORME DU MARCHÉ ET NATURE DU MARCHÉ

3.1 Forme du marché

Il s'agit d'un marché public mixte qui porte sur :

- Une partie ordinaire pour les prestations récurrentes identifiée dans la DPGF ;
- Une partie à bons de commande pour les prestations identifiées dans le BPU.

Ce marché est conclu à obligation de résultat.

3.2 Nature du marché

Il s'agit d'un marché public de fourniture au sens de l'article L.1111-3 du Code de la commande publique.

Article 4 ALLOTISSEMENT

En application de l'article L.2113-10 du code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloti.

Article 5 DUREE DU MARCHE ET POINT DE DEPART DES PRESTATIONS

Le marché est passé pour une période ferme d'un (1) an à compter **de la notification du marché**.

Il peut être reconduit tacitement trois (3) fois pour une période de douze (12) mois à chaque reconduction. La durée d'exécution totale du marché ne peut excéder quatre (4) ans.

En cas de non-reconduction du marché, les deux parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées pendant la période de validité du marché.

En cas de non reconduction, la décision sera notifiée par le pouvoir adjudicateur au Titulaire par lettre recommandée électronique avec accusé de réception, deux (2) mois avant l'expiration de la période considérée.

Le marché pourra être résilié dans les conditions mentionnées à l'article 18 du CCAP.

Article 6 VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

Aucune variante n'est autorisée. Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

Article 7 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, prévalent selon l'ordre de priorité suivant :

7.1 Pièces particulières

- Le règlement de la Consultation (RC) et son annexe
 - L'annexe n°1 : Plan de Dématérialisation des procédures des organismes de Sécurité Sociale (PDOSS).
- L'acte d'engagement (AE), complété et signé par le titulaire, et ses annexes :
 - L'annexe n°1 à l'AE : l'Acte Contractuel de Confidentialité (ACC) ;
 - L'annexe n°2 à l'AE : L'annexe financière valant le Bordereaux de prix unitaire (BPU) et Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).
- Le présent Cahier des Clauses administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Question – Réponse PLACE ;
 - Annexe n°2 : Le Livret de Sécurité de l'Information du Prestataire ;
 - Annexe n°3 : La Charte informatique de l'Assurance Maladie.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
 - Annexe n°1 : L'attestation de visite
 - Annexe n°2 : Les plans d'aménagement des locaux
 - Annexe n°3 : La liste du matériel existant à déménager, site par site

7.2 Pièces générales

- Le Code de la commande publique,
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G.- F.C.S.) arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) entré en application le 25 mai 2018
- Les normes françaises AFNOR et européennes homologuée ou autres normes reconnues équivalentes applicables en France.

Les candidats déclarent connaître parfaitement ces documents bien qu'ils ne soient pas joints à la publicité.

Toute clause, portée dans les tarifs du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure. L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seul foi.

8.1 Forme des prix

Il s'agit d'un marché public à prix unitaires et forfaitaires pour les prestations identifiées dans l'annexe n°2 à l'Acte d'Engagement (Bordereau des Prix Unitaires et Décomposition du Prix Global Forfaitaire).

Il est rappelé qu'au terme de l'article R.2112-6 1° du Code de la commande publique, un prix unitaire est un prix « appliqué aux quantités réellement livrées ou exécutées ».

Par conséquent, le Titulaire s'engage à effectuer une prestation pour les quantités prévues aux bons de commandes émis lors de l'exécution du présent marché.

Il est rappelé qu'au terme de l'article R.2112-6 2° du Code de la commande publique, un prix forfaitaire est un prix « appliqué à tout ou partie du marché, quelles que soient les quantités livrées ou exécutées ».

Par conséquent, le Titulaire s'engage à effectuer une prestation pour le forfait proposé, quelles que soient les quantités réellement livrées ou exécutées.

Dans ce cas, la CPAM de la Gironde ne pourra pratiquer une réfaction sur le prix en cas de diminution des quantités mises en œuvre. A l'inverse, **le titulaire ne peut obtenir un supplément de prix au motif que les quantités réellement livrées ou exécutées pour la prestation sont supérieures à celles qu'il avait prévues (sauf ajout d'un site ou d'une prestation supplémentaire au marché par avenant, ou circonstances exceptionnelles dûment justifiées).**

Pour rappel, le marché est conclu à obligation de résultat, dès lors si les moyens proposés s'avèrent insuffisants, ils devront être augmentés sans aucune incidence financière sur le marché.

8.2 Contenu des prix

Les prix du présent marché indiqués en annexe financière de l'acte d'engagement (AE), qu'ils soient forfaitaires ou unitaires, s'entendent tous frais compris.

Ces prix comprennent l'ensemble des frais afférents à la prestation, aux transports nécessaires, ainsi que tous les frais généraux, bénéfices, charges sociales ou fiscales et taxes diverses, et également les risques d'accident personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

Ces prix sont réputés correspondre à l'ensemble des sujétions techniques inhérentes aux dispositions exposées dans les cahiers des clauses techniques particulières ou les autres pièces du dossier de consultation des entreprises.

8.3 Révision des prix

Les prix sont exprimés en euros hors taxes (H.T.) et toutes taxes comprises (T.T.C.).

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

Aucune révision de prix n'est prévue, pour toute la durée d'exécution du marché.

Article 9 DEFINITION DES PRESTATIONS ET OBLIGATION DE RESULTAT

9.1 Les prestations

Le détail des prestations, objet du présent marché, est indiqué dans le C.C.T.P.

9.2 L'obligation de résultat

Le Titulaire devra s'engager sur la réalisation de l'ensemble des infrastructures listées dans sa réponse et dans le présent document.

À ce titre, il s'inscrira dans une obligation de résultat, quels que soient les moyens à mettre en œuvre, pour implémenter les infrastructures et services attendus objet du présent marché. Il devra s'assurer qu'elles soient conformes aux besoins en réponse au présent appel d'offres, aux normes en vigueur et aux règles de l'art.

Le Titulaire sera notamment garant du planning qu'il aura communiqué, sous réserve de son acceptation préalable de la CPAM DE LA GIRONDE. Il devra fournir l'organisation et la composition de l'équipe qu'il mettra en place tout au long de ce projet.

En cas d'omissions, de divergences ou d'impossibilités techniques de réaliser ce projet, les soumissionnaires devront y pallier d'office et en avertir la maîtrise d'ouvrage au plus tard par écrit lors de la remise de son offre. Ainsi, les soumissionnaires reprendront à son compte l'ensemble des prescriptions et garanties pour les matériels et prestations contenus dans cet appel d'offres.

Lors de l'exécution, le Titulaire retenu sera tenu de provoquer lui-même en temps utile les instructions qui pourraient lui faire défaut et de répéter ses demandes par lettres recommandées avec AR dans les cas où il n'aurait pas obtenu de telles instructions.

9.3 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations objet du marché, seront exécutées sur le futur siège de la CPAM de la Gironde, au sein du bâtiment « Cracovie » situé 130 Allée de Boutaut, 33300 BORDEAUX.

Article 10 MODALITES DE SUIVI DU MARCHÉ

10.1 Représentation des parties

L'organisme, ainsi que le Titulaire, désigneront chacun un responsable du suivi du marché.

- Pour l'organisme : le Titulaire sera en relation avec des représentants de la CPAM de la Gironde en la personne du Directeur de la Stratégie et des Moyens, de la Direction des Systèmes d'Information, ainsi que du Service Achats et Marchés. Ils seront chargés du suivi de l'exécution des prestations et seront les interlocuteurs directs du Titulaire. Ils sont les correspondants habilités par l'organisme à prendre et à transmettre les informations et décisions nécessaires à la bonne exécution des prestations.
- Pour le Titulaire : dès notification du marché et après chaque modification, le Titulaire s'engage à communiquer les coordonnées de la personne responsable du suivi du marché.
Ce représentant du Titulaire sera habilité à prendre et à transmettre les informations et décisions nécessaires à la bonne exécution des prestations.
Le Titulaire s'engage à informer sans délai l'organisme de toute modification d'interlocuteur désigné.

10.2 Réunions

Le détail des réunions est prévu à l'article 6.2 du C.C.T.P.

Article 11 MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

11.1 Connaissance des sites

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance des sites pour lesquels il a candidaté, des possibilités d'accès, des règlements de l'organisme et des règlements propres à chaque site, et d'une manière générale de toutes particularités ou contraintes techniques pouvant de quelque manière que ce soit influencer sur l'exécution ou la qualité des prestations à exécuter.

11.2 Horaires des interventions

L'attention du Titulaire est attirée sur les contraintes particulières liées aux horaires et aux contraintes d'accès au site.

Le prestataire devra s'adapter à toute évolution des horaires fixés.

D'une manière générale, les prestations seront réalisées pendant les jours ouvrés.

L'organisme se réserve le droit de demander que certaines prestations soient effectuées en dehors des heures ouvrables du site.

Article 12 CONDITIONS DE TRAVAIL ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT AU PERSONNEL

12.1 Obligation générale du Titulaire quant au personnel

Les prestations du présent marché seront exécutées sous l'entière responsabilité du Titulaire qui devra se conformer strictement :

- Aux prescriptions du présent C.C.A.P. et du C.C.T.P. de l'appel d'offres ;
- Aux dispositions légales et contractuelles énumérées aux articles 12.2 à 12.6 du présent C.C.A.P. (les dispositions légales s'appliquent de plein droit même dans le silence du présent CCAP).

L'exécution des prestations se fait dans le respect des normes et règlements en cours et à venir.

La responsabilité du Titulaire peut être engagée dans la mesure où il n'a pas procédé aux vérifications requises pour l'emploi d'une qualification déterminée et qu'il en résulte un préjudice pour l'organisme.

12.2 Responsabilité exclusive du Titulaire quant au personnel

Le personnel affecté par le Titulaire à l'exécution des prestations objet du marché demeure en toutes circonstances et en tout lieu placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusive du Titulaire.

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent à tous les égards les salariés de ce dernier (légalisation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements ...).

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du Titulaire pendant la durée des prestations relève de la compétence du Titulaire.

Le Titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel. De même, les dégâts de toute nature produits à l'occasion de son intervention sur site seront à sa charge.

12.3 Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu, soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire atteste sur l'honneur employer des salariés qui, s'ils ne possèdent pas la nationalité française, sont autorisés à exercer une activité professionnelle, conformément à l'article R.5221-1 et suivants du code du travail. Par ailleurs, le Titulaire s'engage à n'employer, pour la durée du présent marché, que des salariés dûment autorisés à exercer une activité professionnelle.

12.4 Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

12.5 Service minimal en cas d'arrêt de travail

En cas de grève de son personnel, le Titulaire s'engage à assumer ses obligations sans conséquence pécuniaire pour l'organisme. Les frais de grève au sein de l'entreprise du Titulaire ne constituent en aucune manière un fait relevant de la force majeure.

En cas de grève de son personnel, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour réaliser les prestations objet du présent marché.

Il doit en informer l'organisme afin que celui-ci agrée expressément ou rejette le candidat proposé. Dans ce dernier cas, le Titulaire proposera alors un nouvel intervenant soumis à l'agrément de l'organisme.

En aucun cas le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du tarif indiqué.

12.6 Récusation du personnel du Titulaire

Pendant toute la durée d'exécution des prestations, l'organisme se réserve le droit de demander la récusation des personnels du Titulaire qui s'avéreraient inadaptés à l'exécution de la prestation, sans que la décision de l'organisme nécessite de justification.

Article 13 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le détail des modalités spécifiques d'exécution des prestations est indiqué dans le C.C.T.P. de l'appel d'offres.

Article 14 MODALITES DE PAIEMENT

14.1 Avance

14.1.1. Titulaire(s) du marché

Conformément à l'article L.2191-2 du code de la commande publique et à l'article A.11.1. du CCAG-FCS, une avance sera accordée au Titulaire du marché dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-5 du code de la commande publique, sauf renonciation expresse de sa part (cf. Acte d'Engagement).

Conformément à l'article R 2191-3 du code de la commande publique, le cocontractant aura droit à une avance lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois.

Conformément à l'article R 2191-7 du code de la commande publique, le montant de l'avance est fixé à :

- 30 % du montant initial toutes taxes comprises du marché pour les PME ;
- 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché pour les autres opérateurs économiques.

Si la durée du marché est supérieure à douze (12) mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze (12) fois le montant initial TTC divisé par cette durée exprimée en mois.

Cette avance n'est due que sur la part du marché que le titulaire ne sous-traite pas.

Les modalités de calcul du montant de l'avance sont définies précisément à l'article R 2191-6 et suivant du code de la commande publique.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées même dans l'hypothèse où le sous-traitant ne souhaiterait pas bénéficier de l'avance, conformément à l'article R 2193-21 du code de la commande publique.

14.1.2. Sous-traitants

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants ayant droit au paiement direct et remplissant les conditions d'octroi d'une avance telles que fixées à l'article R 2191-7 et R 2193-18 du code de la commande publique

Le montant de l'avance est de :

- 30 % pour les PME ;
- 5% pour les autres opérateurs économiques.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur conformément à l'article R 2193-20 du code de la commande publique.

Les modalités de calcul de l'avance de 5% se font dans les conditions de l'article R 2193-18 du code de la commande publique sur la base du montant du marché diminué le cas échéant du montant des prestations confiées aux sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

14.1.3. Complément d'information

Aucune avance supérieure à 30% pour les PME et à 5% pour les autres entreprises, n'est prévue pour le présent marché.

14.2 Modalités de règlement

14.2.1 Pour la partie forfaitaire :

Le montant de la redevance forfaitaire **se compose des prestations réellement exécutées** et est facturable et payable mensuellement à terme échu.

Les prestations sont payables **après attestation du « service fait »** par l'organisme.

14.2.2 Pour la partie à bons de commande :

Chaque bon de commande donne lieu à l'établissement d'une facture une fois la prestation terminée.

La facturation ne pourra donc intervenir qu'après exécution complète de la prestation.

Le montant à facturer résulte de l'application des prix unitaires indiqués en annexe n°2 à l'Acte d'Engagement.

Le paiement interviendra après validation de la prestation via l'apposition par l'organisme du service fait.

14.3 Modalités de facturation

En application des articles L 2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures et pièces justificatives du paiement du prix sont adressées via la solution de **facturation électronique Chorus Portail Pro**.

La facture établie par le titulaire sera adressée à la CPAM de façon dématérialisée via le portail Chorus Portail Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation de ce portail nécessitera la création d'un compte gratuit par le titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format PDF.

Les informations obligatoires à renseigner afin d'envoyer une facture à l'attention de la CPAM de la Gironde via CHORUS PRO sont :

SIRET : 78184742100018

Numéro de service = n° du marché : 08_2025FO

Numéro d'engagement = n° du marché : 08_2025FO

La transmission d'une facture par une autre voie ne sera pas prise en compte.

Chaque site devra faire l'objet d'une facture.

L'Organisme se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'Acte d'Engagement ou, à tout autre compte, communiqué par courrier ou courriel par le titulaire.

Chaque facture sera transmise, déduction faite de toutes les pénalités qui auront été émises sur la période échue.

Si la facture n'est pas conforme, elle sera retournée au titulaire afin qu'il la remette en conformité avec le marché.

Pour le premier et le dernier mois, les sommes à payer seront, en cas de mois incomplet, déterminées au « *prorata temporis* » sur la base d'un mois de trente (30) jours.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la prestation.

Le titulaire n'est autorisé à facturer aucun frais supplémentaire.

Le droit à présentation de la facture court à compter de la date d'admission des prestations.

Le pouvoir adjudicateur accepte ou, refuse la facture. En cas de refus par le pouvoir adjudicateur, le titulaire la complète éventuellement, en faisant apparaître les pénalités imposées ou, toute mention erronée ou absente.

Le comptable assignataire est désigné à l'Acte d'Engagement. Le règlement est effectué sur le compte décrit à l'Acte d'Engagement, ouvert par le titulaire.

Il est possible que le portail Chorus Portail Pro ne reconnaisse pas l'ensemble de ces informations lors de l'importation de la facture. Le titulaire s'assurera que les informations reconnues par le portail sont justes et, le cas échéant, y apportera les modifications nécessaires.

Tous renseignements concernant la facturation peuvent être envoyés par courriel à l'adresse achat-marche.cpam-gironde@assurance-maladie.fr

14.4 Délais de règlement et intérêts moratoires

Conformément aux dispositions de l'article L 2192-10 et R 2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement est fixé à trente (30) jours.

Conformément à l'article L 2191-13 du code de la commande publique, dès l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché, le titulaire a droit, de plein droit et sans autre formalité, au versement des intérêts moratoires

Au regard de l'article R 3133-27 du code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à quarante euros (40 €).

Au regard de l'article R 3133-25 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les pénalités dont le titulaire serait redevable au titre des dispositions de l'article 17 du présent C.C.A.P. seront déduites du montant hors taxes de la facture

14.5 Retenue de garantie

Il est pratiqué une retenue de garantie concernant les prestations forfaitaires du marché.

Article 15 MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE

15.1 Emission et durées des bons de commandes

15.1.1 Pour la partie forfaitaire :

La notification du marché vaudra commencement d'exécution et la suite de l'exécution du marché se fera par mails des interlocuteurs de la CPAM.

15.1.2 Pour la partie à bons de commande :

Les bons de commande émis par l'organisme et notifiés par mail au Titulaire comportent la durée pendant laquelle les prestations sont exécutées et précisent la nature des prestations à réaliser.

Les bons de commandes pourront être émis jusqu'au terme du marché, sans que leur durée d'exécution ne puisse excéder de un (1) mois la date limite d'exécution du marché.

La durée maximale d'exécution d'un bon de commande est fixée à 1 mois.

Le bon de commande précise :

- Le numéro du bon de commande,
- Les références du marché (numéro du marché),
- Le type de prestation attendue,
- Le lieu et la période de réalisation de la prestation,
- Le coût total HT, TVA et son taux et TTC de l'intervention.

Article 16 SOUS-TRAITANCE

En vertu des dispositions des articles L2193-2 et L2193-3 du code de la commande publique, le Titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du présent marché, sous réserve de l'acceptation de l'organisme et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

L'acceptation du ou des sous-traitant(s) et l'agrément de leur(s) condition(s) de paiement sont soumis aux dispositions des articles R2193-1 à R2193-4 du code de la commande publique.

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses sous-traitants l'ensemble des clauses du présent marché. Le Titulaire du marché demeure entièrement responsable des prestations sous-traitées.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'organisme, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent. Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'ensemble des dispositions visées dans les pièces constitutives du présent marché s'appliquent à l'ensemble des intervenants.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Article 17 PENALITES

17.1 Généralités

Tout manquement du Titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S, les pénalités sont applicables de plein droit et immédiatement dès le premier (1^{er}) euro(€) et sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'organisme de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du présent marché aux frais et risques du Titulaire selon les dispositions de l'article 16 du présent C.C.A.P.

17.2 Pénalités

La réalisation des Prestations se déroulera conformément aux éléments présents dans les documents contractuels. En cas de dépassement d'un jalon, la CPAM de la Gironde pourra appliquer, de plein droit et après réunion préalable du Comité de Pilotage (COPIL), des pénalités statuant à ce sujet, des pénalités de retard dont le montant est établi comme suit sur la base du planning validé par toutes les parties en réunion de lancement :

- Retard relatif aux conditions d'organisation du projet
(ex : non anticipation de la présentation d'un sous-traitant au regard du calendrier, pas de présence des équipes sur site selon le calendrier fourni et établi en réunion de lancement, pas de calendrier de travaux détaillé ou de planning projet détaillé et actualisé, etc.) : **200 € HT par jour calendaire de retard** ;
- Retard d'exécution par rapport aux plannings validés par toutes les parties
(Exécution des travaux, levée des réserves, etc.) : **1000 € HT par jour calendaire de retard** ;
- Dégradation des locaux mis à disposition: **100 € HT par constatation de dégradation**
- Retard sur documents non remis dont comptes rendus de réunion, d'intervention, documents d'exécution : **200 € HT par jour calendaire de retard** ;
- Retard sur le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux : **100 € HT par jour calendaire de retard**.

17.3 Cumul des pénalités

Les pénalités énumérées ci-dessus à l'article 17.2 sont cumulables et plafonnées.

Le montant cumulé des pénalités appliquées au Titulaire au titre du contrat ne peut excéder 30 % du montant hors taxes du Contrat.

Au-delà de un (1) mois de prestations pénalisées, l'organisme se réserve le droit de résilier le présent marché.

17.4 Exécution aux frais et risques du Titulaire

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, en cas de défaillance répétée du Titulaire, dûment constatée par lettre recommandée avec accusé de réception, l'organisme se réserve la possibilité d'assurer le service, aux frais et risques du Titulaire, par toute personne physique ou morale et tous moyens appropriés.

A compter de la troisième semaine de défaillance, l'organisme peut résilier le marché sans indemnité, par lettre recommandée avec accusé de réception et ce, avec un préavis de huit jours. Par ailleurs, l'organisme se réserve le droit de réclamer des dommages et intérêts devant le juge pour réparation du préjudice subi par la faute du Titulaire.

Article 18 RESILIATION

L'organisme peut, si le titulaire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent marché, prononcer la résiliation du marché.

Les conditions et les modalités de résiliation applicables au marché sont celles prévues au chapitre VII du CCAG – FCS.

Outre ces cas de résiliation, l'organisme se réserve la possibilité de résilier le marché dans les cas suivants :

- Au-delà de trois (3) mois consécutifs ou cumulatifs, de prestations pénalisées, l'organisme se réserve le droit de résilier le présent marché (en application de l'article 16.3 du présent C.C.A.P. relatif au cumul de pénalités) ;
- Non-respect du cahier des charges ;
- Non-respect des règles de sécurité ou de confidentialité ;
- Non-respect de la réglementation en vigueur ;
- Impossibilité pour le titulaire de reprendre l'exécution du marché ;

- En cas de recours par l'Organisme, visant à pallier une défaillance du titulaire, deux fois en 1 an consécutif à une entreprise extérieure pour des prestations objet du marché ;
- Faute grave dans les opérations lui incombant (notamment, non-respect de la réglementation relative au droit du travail, actes frauduleux concernant la nature, la qualité ou la quantité des prestations, etc.) ;
- En cas de sous-traitance non déclarée ;
- En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles ;

Article 19 CLAUSES SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

19.1 Clause sociale

Sans objet.

19.2 Clause environnementale

L'entreprise soumissionnaire aura mesuré l'importance de la RSE pour la CPAM de la Gironde. Ainsi, l'entreprise soumissionnaire devra intégrer dans sa réponse technique les différents éléments qui constituent sa politique d'entreprise en la matière ou qu'il compte mettre en place.

Article 20 CERTIFICATS SOCIAUX ET FISCAUX

En application de l'article L. 8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date notification du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'organisme n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

- 1) Dans tous les cas, les documents suivants devront être remis :
 - a) Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six mois ;
 - b) Une attestation sur l'honneur du Titulaire du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le Titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au a ou au b du 2° ;
- 2) Lorsque l'immatriculation du Titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - d) un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;
- 3) Lorsque le Titulaire emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par ce Titulaire de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du code du travail.
- 4) Si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, l'organisme se fait remettre dans les mêmes conditions les documents énumérés à l'article D.8222-7 du code du travail.

Les documents et attestations demandés doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

Le Titulaire devra adresser les documents cités ci-dessus, au Services des Achats et Marchés par voie électronique à l'adresse suivante : achat-marche.cpam-gironde@assurance-maladie.fr

En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire.

Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure. Passé ce délai et malgré la mise en demeure, le présent marché pourra être résilié dans les conditions mentionnées à l'article 18 du présent CCAP.

Article 21 RESPONSABILITE ET ASSURANCE

La responsabilité civile du Titulaire est engagée lors de l'exécution des prestations du présent marché.

Le Titulaire est entièrement responsable des dégâts et dommages de toute nature causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution dans le bâtiment ; de même il est uniquement responsable de tous les accidents qui pourraient survenir à son personnel ou que celui-ci pourrait provoquer ainsi que des vols qui pourraient y être commis par ce même personnel.

De même, le Titulaire est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer aux agents de l'organisme ou à des tiers, ainsi qu'aux biens appartenant à l'organisme ou à des tiers.

Le Titulaire est responsable de tous dommages qui pourraient être causés tant aux immeubles mitoyens qu'à la voie publique à l'occasion de ses prestations.

Les franchises sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et couvrant, notamment, tous les risques inhérents à l'exercice de son activité ainsi que ceux résultant des agissements de son personnel, que ce soit à l'encontre des personnes ou à celle des biens.

La garantie devra être illimitée pour les dommages corporels. La franchise est à la charge du Titulaire.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le titulaire devra justifier à l'appui de son offre de la souscription aux assurances nécessaires.

L'organisme se réserve le droit de demander au Titulaire de produire, à tout instant un justificatif qui devra être fourni sous 48 heures à compter de la demande.

Le Titulaire s'engage à informer expressément l'organisme de toute modification de son contrat d'assurance. Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le Titulaire.

Article 22 CONFIDENTIALITE

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties

entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- . prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- . ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- . ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- . ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- . la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- . les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- . les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

De plus, le présent document ainsi que les autres documents du Dossier de Consultation des Entreprises (annexes comprises) sont et demeureront la propriété de la CPAM de la Gironde. Ils doivent être utilisés dans le cadre exclusif de la Consultation, objet du présent document. Leur diffusion et leur reproduction, intégrales ou partielles, sur quelque support que ce soit, sont interdites sans autorisation préalable écrite de la CPAM de la Gironde.

L'entreprise soumissionnaire s'engage à tenir comme strictement confidentiels directement et/ou indirectement, sous quelque forme que ce soit :

- Le contenu du Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ;
- Toute information portée à sa connaissance dans le cadre de la présente Consultation ;
- Les plans et annexes ;
- L'ensemble des informations et documents communiqués dans le cadre de la présente Consultation.

L'entreprise soumissionnaire sera seule responsable, à l'égard de la CPAM de la Gironde, du respect par ses associés, dirigeants, salariés et/ou représentants des dispositions qui précèdent.

Les entreprises soumissionnaires s'engagent à ne pas se concerter et à ne pas communiquer entre eux sur les informations en lien avec la présente Consultation ou sur les éléments qu'ils comptent transmettre à la CPAM de la Gironde au titre des offres formelles, de sorte à créer une entente et à fausser la présente Consultation.

En conséquence, toute violation des dispositions précitées par l'un ou plusieurs associés, dirigeants, salariés et/ou représentants de l'entreprise soumissionnaire, engagera la responsabilité personnelle de celui-ci à l'égard de la CPAM de la Gironde.

La CPAM de la Gironde se réserve, en outre, la possibilité d'écarter à tout moment, toute offre (Offre(s)) remise par une entreprise soumissionnaire qui manquerait au strict respect de la présente obligation de confidentialité.

La CPAM de la Gironde s'engage à tenir comme strictement confidentiel le contenu des Offres faites par les entreprises soumissionnaires.

Les obligations de confidentialité pesant sur les entreprises soumissionnaires et la CPAM de la Gironde en vertu de la Consultation s'imposeront à eux durant toute la procédure de la Consultation et durant les six (6) mois suivant la notification de décision faite aux entreprises soumissionnaires.

Le Titulaire retenu ne pourra faire de communication en lien avec la présente Consultation (et plus généralement en lien avec la CPAM de la Gironde) et ce sur quelque support que ce soit (papier ou digital, à usage interne ou externe), sans autorisation préalable écrite de la CPAM de la Gironde.

Enfin, les entreprises soumissionnaires à l'élaboration du dossier de réponse s'engagent formellement à ne pas faire état, pour les besoins de leur publicité, de leur participation à cette Consultation ou de la signature d'un éventuel contrat et de son application consécutive.

Aucune mention (publication, démonstration, présentation, etc.) faisant référence à la CPAM de la Gironde ou aux éléments entrant dans le cadre de la présente Consultation n'est autorisée sans l'accord préalable et écrit de la CPAM de la Gironde.

Article 23 DISPOSITIONS RELATIVES AU RGPD

Les dispositions relatives au règlement européen sur la protection des données (RGPD) doivent être respectées. Permettant de garantir un traitement des données répondant aux exigences du RGPD ainsi que la protection des droits.

Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer à des tiers les documents, les informations et les renseignements communiqués par l'Organisme ou, dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 (« le règlement européen sur la protection des données ») et la loi 78/17 du 6 janvier 1978 modifiée (« Loi informatique et libertés »).

De plus, le Titulaire s'engage à faire respecter ces différentes obligations par ses salariés et à ses partenaires.

Objet et description du traitement

- Le Titulaire du marché est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objets du présent marché,
- La nature des opérations réalisées sur les données à caractère personnel est limitée aux prestations objet du présent marché (diagnostic des événements signalés par le responsable du traitement, des actions curatives correspondantes),
- Les données à caractère personnel traitées sont les données des assurés ainsi que les données des employés du responsable du traitement ou de toutes personnes physiques intervenant pour les besoins des assurés.

Obligations du Titulaire du marché

- Traiter les données à caractère personnel uniquement sur instructions du « responsable du traitement » et pour les finalités citées ci-dessus,
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché, en s'interdisant toute communication à un tiers sans accord du responsable du traitement,
- Faire intervenir des personnes soumises à une obligation légale et appropriée de confidentialité et ayant reçu une formation adaptée,
- Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque et en informer le responsable du traitement,
- Notifier sans délai les violations de données à caractère personnel au responsable du traitement,
- Apporter l'assistance au pouvoir adjudicateur pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : droit d'accès, rectification, effacement, opposition, etc.
- Mettre à la disposition du pouvoir adjudicateur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.

Obligations du Pouvoir adjudicateur

Le DPD (Délégué à la protection des données, ou DPO) de la CPAM de la GIRONDE est joignable à l'adresse mail suivante : dpo-cpam-gironde@assurance-maladie.fr

Le responsable du traitement s'engage à :

- Fournir au Titulaire du marché les seules données à caractères personnel strictement nécessaires à l'exécution du présent marché,
- Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir que le traitement est effectué conformément aux textes susvisés,
- Informer les personnes dont les données personnelles sont traitées à tout moment de leur collecte,
- Traiter les demandes d'accès, de modification, et le cas échéant de suppression, aux données formulées par les personnes concernées,

Le responsable du traitement pourra diligenter à tout moment un audit de vérification des mesures mises en œuvre.

Article 24 LITIGES ET JURIDICTION COMPETENTE

Si des difficultés devaient s'élever entre l'organisme et le Titulaire quant à l'exécution des clauses du présent marché et qu'aucune négociation n'ait abouti, l'affaire pourra être soumise, en premier ressort à la procédure de conciliation définie aux articles R2197-1 et suivants du code de la commande publique

La juridiction compétente est la juridiction de droit commun du ressort du siège social de l'organisme :

Tribunal Judiciaire de Bordeaux,

30 rue des Frères Bonie,
CS 11403,
33 077 Bordeaux
Tél : 05 47 33 90 00
Fax : 05 47 33 91 88

Article 25 DEROGATIONS AU C.C.A.G. – F.C.S.

Articles du présent C.C.A.P. par lesquels sont introduites ces dérogations :	Articles du C.C.A.G.-F.C.S. auxquels il est dérogé :	Objet de la dérogation :
7	4	Pièces contractuelles
17	14.1.3	Pénalités
17.1	9.2	Assurance